

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/4630/Add.1

20 mai 1969

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-sixième session  
Point 3 de l'ordre du jour

CONVENTIONS FISCALES ENTRE PAYS DEVELOPPES ET PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

Etat des incidences administratives et financières présenté conformément à  
l'article 34 du règlement intérieur

Note du Secrétaire général

1. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 17 du rapport intérimaire du Secrétaire général (E/4630), le Groupe spécial d'experts des conventions fiscales entre pays développés et pays en voie de développement, "compte tenu de l'utilité avérée de la première réunion et particulièrement de l'importance des résultats obtenus... a vivement recommandé que les discussions se poursuivent à l'avenir. Afin de ne pas perdre le bénéfice de l'impulsion donnée à ces travaux par l'esprit de coopération qui a caractérisé la première réunion, le Groupe a été fermement d'avis que la prochaine réunion devra être convoquée aussitôt que possible, au plus tard au début de l'automne 1969". Au paragraphe 22 du même document, le Secrétaire général a recommandé "au Conseil de prier le Groupe spécial d'experts de poursuivre ses travaux en vue de formuler des directives et des techniques pouvant éventuellement être utilisées dans les conventions fiscales et qui soient acceptables aux pays développés comme aux pays en voie de développement et sauvegardent pleinement les recettes fiscales des uns et des autres". Au paragraphe 23, le Secrétaire général a également recommandé "que la deuxième réunion du Groupe spécial d'experts ait lieu au plus tard en octobre 1969, comme le Groupe l'a recommandé, et que les crédits voulus soient ouverts pour permettre au Groupe de terminer ses travaux.

2. Le Secrétaire général tient à informer le Conseil que l'approbation de la recommandation susmentionnée aurait des incidences financières en 1969.

3. Les montants estimatifs indiqués ci-après ont été calculés en partant de l'hypothèse que le Groupe spécial d'experts se réunira du 29 septembre au 11 octobre 1969; étant donné le calendrier actuel des conférences, cette réunion devrait avoir lieu à Genève.

4. A supposer que les services de conférences à assurer pour cette réunion soient sensiblement les mêmes que pour la première réunion du Groupe spécial, tenue en 1968 - deux séances par jour, interprétation à partir de l'anglais, de l'espagnol et du français et vers ces trois langues, documentation établie pendant la session (50 pages environ au total) et rapport final (40 pages environ) dans les trois langues de la réunion - le Secrétaire général s'efforcera de couvrir la plus grande partie du coût de ces services à l'aide des crédits ouverts au titre du budget pour 1969.

5. Sur la base de ce qui précède, le montant estimatif des dépenses supplémentaires entraînées par la convocation d'une réunion du Groupe spécial d'experts à Genève du 29 septembre au 11 octobre 1969 s'établit comme suit : (En dollars)

- Frais de voyage et indemnités de subsistance de 18 experts	22 000
- Frais de voyage et indemnités de subsistance du personnel du Siège envoyé à Genève	3 600
- Honoraires et frais de voyage connexes des consultants à l'occasion de la préparation de la documentation de base	8 000
- Services de secrétariat supplémentaires	900
	<u>34 500</u>